

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

**ACCÈS A L'INFORMATION ET PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

RAPPORT ANNUEL, 1991-1992

JUIN 1992

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada



Canada



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
PRÉFACE	1
ORGANISATION ET MISE EN APPLICATION	3
 <u>CHAPITRE I - ACCÈS A L'INFORMATION</u>	
Rapport statistique	8
Salle de consultation	9
Voies officielles et voies officieuses	10
Instrument de délégation	10
Appels devant la Cour fédérale	10
 <u>CHAPITRE II - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</u>	
Rapport statistique	12
Voies officielles et voies officieuses	13
Instrument de délégation	13
Divulgations en vertu de l'alinéa 8(2)e)	13
Usage et divulgation	13
Vérifications	13
Causes devant les tribunaux	14
 Annexe A - Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information	
Annexe B - Instrument de délégation	
Annexe C - Rapport concernant la Loi sur la protection des renseignements personnels	
Annexe D - Instrument de délégation	

PRÉFACE

RESPONSABILITÉS

Le ministère des Affaires extérieures est chargé en premier lieu de la promotion et de la protection des intérêts du Canada à l'étranger ainsi que de la conduite des relations du Canada avec les autres pays. Ses principales fonctions consistent: à représenter efficacement le Canada à l'étranger et auprès d'organisations internationales par des relations étroites, des communications et des négociations avec d'autres gouvernements et organisations; à évaluer les informations de nature politique, économique ou autre, susceptibles d'influencer les intérêts du Canada; à fournir des avis au gouvernement en consultant les autres ministères, sur la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant une portée internationale; à coordonner le volet extérieur et la mise en oeuvre des politiques nationales en matière de promotion des exportations, de défense et de sécurité, d'aide au développement, d'immigration, et d'échanges culturels et scientifiques; à montrer le caractère bilingue et multiculturel de la société canadienne aux autres peuples; et à protéger les citoyens canadiens à l'étranger et à leur venir en aide.

ORGANISATION ET MISE EN APPLICATION

Le conseiller principal et Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en oeuvre les politiques, lignes directrices et procédures pour assurer que le ministère des Affaires extérieures se conforme aux exigences de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Le Bureau sert également de point de contact pour la collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique. De plus, il est chargé de l'examen des dossiers inactifs du Ministère qui doivent être transférés aux Archives nationales. Le Coordonnateur relève du Conseiller juridique. Le sous-ministre du Commerce extérieur et le sous-ministre adjoint aux Affaires politiques et à la Sécurité internationale détiennent aussi les pleins pouvoirs, et les pouvoirs prévus à l'alinéa 8(2)m (avantages personnels) de la Loi sur la protection des renseignements personnels sont délégués à tous les chefs de missions.

Le Bureau d'AIPRP comptait trois agents et trois employés de soutien qui s'occupaient à plein temps de l'administration des deux Lois et de tâches connexes. Les restrictions budgétaires et les coupures imposées au Ministère n'ont pas permis de doter le programme AIPRP de ressources supplémentaires malgré l'augmentation constante des demandes. Le Bureau du Coordonnateur à Ottawa traite toutes les demandes présentées au ministère des Affaires extérieures en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels, qu'elles soient soumises au Canada ou à des missions à l'étranger.

Le Gouvernement du Canada conserve des documents et des renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le ministère des Affaires extérieures afin qu'il puisse déterminer jusqu'à quel point les renseignements ont été fournis à titre confidentiel ou leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau du Coordonnateur est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions à l'étranger. Le bureau d'AIPRP s'occupe également des demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens soumises par les gouvernements étrangers. À la réception de telles demandes, le Ministère, s'il établit que les renseignements en question ne présentent pour lui aucun

intérêt majeur, s'occupera d'aviser ou de consulter de manière adéquate les parties intéressées avant de divulguer tout renseignement. Le Ministère recueille aussi, en vertu de diverses dispositions légales et autres, une quantité appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des compagnies oeuvrant à l'étranger, ou qui ont des rapports avec des gouvernements étrangers.

NOMBRE DE CAS

Au cours de l'exercice 1991-1992, le Ministère a reçu 490 demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 83 en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, pour un total de 573 demandes officielles d'information. Il s'agit là d'une augmentation sans précédent, d'environ 60 p. 100 par rapport à l'an dernier. Le Coordonnateur a aussi traité 354 consultations d'autres ministères gouvernementaux et 142 demandes de renseignements personnels en vertu du paragraphe 8(2) de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

PLAINTES

En 1991-1992, 28 plaintes ont fait l'objet d'enquêtes par les divers bureaux du Commissaire. L'enquête n'est pas terminée dans le cas de dix de ces plaintes. Dix autres ont été jugées sans fondement. Quant aux huit plaintes «justifiées», il s'agissait de réponses fournies tardivement ou retardées.

AUTRES RESPONSABILITÉS

Outre la gestion des demandes en vertu des lois, le Bureau du Coordonnateur offre aux unités du Ministère des conseils sur l'observation des législations. Le programme d'exposés sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels s'est poursuivi, l'accent étant plus particulièrement mis sur les nouveaux chefs de mission et les nouveaux directeurs à l'administration centrale, les agents d'affectation du personnel, les agents du programme consulaire et d'immigration, les programmes de formation et les unités qui souhaitaient obtenir de tels conseils. Des rapports étroits sont entretenus avec le Service des relations avec les médias pour s'assurer que les renseignements rendus publics sont conformes à la loi.

Le Coordonnateur est représenté au sein des comités directeurs responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre

d'INFONNEL, une base de données complète et intégrée sur le personnel, ainsi qu'au Comité interministériel sur la gestion des documents détenus par le gouvernement (GDDG), le programme gouvernemental dont l'objectif est d'intégrer les fonctions de collecte et d'utilisation des renseignements. Le Coordonnateur est le point de contact du Ministère pour la Collecte de renseignements et la recherche sur l'opinion publique (bien que cette fonction soit exécutée par le Secteur des communications).

Le Ministère entre quotidiennement les nouvelles demandes dans le Système de coordination des demandes d'accès à l'information (SCDAI) et le consulte pour se tenir au courant des demandes traitées dans l'ensemble du gouvernement. Le Ministère contribue à l'expansion du système en participant à des consultations interministérielles. Le Coordonnateur fait partie du Comité d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels ainsi que de divers sous-groupes.

Le Bureau du Coordonnateur doit examiner les dossiers qui sont transférés aux Archives nationales. Le Coordonnateur dirige une équipe formée d'agents supérieurs du service extérieur à la retraite, lesquels passent les dossiers en revue pour déterminer s'ils peuvent ou non être accessibles au public. Il s'agit d'un programme unique au sein des institutions gouvernementales et qui a contribué à permettre aux chercheurs d'avoir accès à de plus grandes quantités de renseignements ayant une incidence sur la conduite des relations internationales par le Canada. Au cours de la dernière année, ces personnes ont entamé l'examen des dossiers portant sur la période comprise entre 1963 et 1973 environ et parfois de dossiers plus récents.

CHAPITRE I - ACCÈS A L'INFORMATION

RAPPORT STATISTIQUE - INTERPRÉTATION/EXPLICATIONS

Pendant l'exercice 1991-1992, le ministère des Affaires extérieures a reçu 490 demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Cinquante-huit demandes étaient reportées de l'année précédente. De ces 548 demandes, 456 ont été entièrement traitées durant la période à l'étude, ce qui représente un taux d'achèvement de 82 p. 100, et 82 ont été reportées. Moins de 17 p. 100 des demandes ont nécessité une prolongation du délai de traitement; dans la plupart des cas il fallait consulter d'autres institutions gouvernementales.

Les demandes entièrement traitées se répartissaient comme suit :

communication totale	156
communication partielle	179
aucune communication (exemption)	14
aucune communication (exclusion)	01
transmission	17
traitement impossible	42
abandon	41
traitement officieux	06
TOTAL :	<u>456</u>

Les demandes dans la catégorie "abandon" ont généralement trait aux frais de présentation ou autres qui n'ont pas été payés. Le rapport statistique ne tient pas compte des activités associées au traitement de demandes de consultation, aux réponses aux demandes officieuses ou à celles des unités ministérielles qui désirent savoir si la Loi a été respectée sur des points particuliers et qui nécessitent passablement de temps. Le Ministère a reçu 354 demandes de consultation émanant d'autres ministères.

Environ 50 p. 100 des demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels reçues en 1991-1992 portaient sur des dossiers relatifs à des demandeurs de visas et conservés dans des missions à l'étranger. Ces demandes sont habituellement présentées par des avocats au nom des requérants qui n'ont habituellement pas de statut, n'étant ni citoyens canadiens, ni résidents du Canada. Du fait qu'il est nécessaire de rappeler les dossiers de l'étranger, ces demandes requièrent en général plus de 30 jours de traitement, mais la majorité des demandeurs comprennent le processus et abandonnent leur droit à porter plainte. Les autres demandes touchent des

sujets tels que les rapports reçus des ambassades au sujet d'événements comme la tentative de coup d'État à Moscou en 1991; le coût de notre participation à des conférences internationales; des rapports de vérification sur les activités du Ministère; les dossiers d'événements d'importance historique comme la crise d'octobre de 1970.

Pour ce qui est des pourcentages, la ventilation des requérants ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux. Un bon pourcentage des requérants de la catégorie "entreprises" est formé d'avocats agissant au nom de particuliers, et la catégorie "public" peut comprendre n'importe laquelle des quatre autres catégories si aucun renseignement adéquat n'a été fourni.

médias	66
maisons d'enseignement	05
entreprises	303
autres organismes	15
public	66

Les coûts inhérents à l'administration des lois sur l'Accès à l'information et la Protection des renseignements personnels ont été limités aux salaires et aux frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur. Il demeure difficile d'évaluer le coût global de ce service pour le Ministère, particulièrement lorsque le temps et les efforts que les unités ministérielles consacrent aux activités du bureau du Coordonnateur plutôt qu'à leurs importantes responsabilités constituent en fait le coût réel.

Veillez consulter l'annexe A pour le rapport statistique complet.

SALLE DE CONSULTATION

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau d'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant la période visée par le présent rapport, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents identifiés en réponse à leur demande, plutôt que de payer des frais de photocopie.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

Comme la Loi vise plutôt à compléter qu'à remplacer les pratiques actuelles en matière d'accès à l'information, les demandes non officielles peuvent être adressées au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux directions générales du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la Bibliothèque ou aux missions à l'étranger.

Les demandes officielles sont traitées uniquement par le Bureau d'AIPRP. Le Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels passe beaucoup de temps à consulter le Service des relations avec les médias ainsi que les directions générales concernées afin de s'assurer que leurs réponses aux demandes non officielles sont conformes aux dispositions des deux Lois.

INSTRUMENT DE DÉLÉGATION

L'instrument de délégation a fait l'objet d'amendements pour rendre compte des modifications organisationnelles amenées par le départ du Ministre et la nomination de son remplaçant. Vous trouverez à l'annexe B la liste des cadres, par poste, auxquels la secrétaire d'État aux Affaires extérieures a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi.

APPELS DEVANT LA COUR FÉDÉRALE

Il n'y a aucun appel en instance devant la Cour fédérale.

CHAPITRE II - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS
PERSONNELS

RAPPORT STATISTIQUE - INTERPRÉTATION/EXPLICATIONS

Durant la période visée par le présent rapport, 83 demandes ont été reçues par le ministère des Affaires extérieures en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Huit demandes étaient reportées de l'année précédente. De ces 91 demandes, 84 (76 %) ont été traitées comme suit :

communication totale	39
communication partielle	21
aucune communication (exemption)	01
traitement impossible	14
abandon	07
transmission	02
TOTAL :	<u>84</u>

Cinquante-cinq pour cent des demandes traitées l'ont été en 30 jours, un autre 24 p. 100 en 60 jours, tandis que 5 p. 100 des demandes ont nécessité plus de 60 jours.

Agissant comme Conseiller principal auprès du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le Coordonnateur le conseille fréquemment sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection de renseignements se trouvant dans les dossiers des employés et de renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des exposés intraministériels réguliers et l'expérience ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels, et les services ministériels au pays et à l'étranger consultent plus souvent le Bureau du Coordonnateur au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau du Coordonnateur traite également les demandes informelles visant des renseignements personnels détenus dans les banques de données du Ministère.

Les dépenses citées ont généralement trait aux coûts en personnel. Le chiffre de 507 637 \$, qui figure à l'annexe C, représente le coût combiné des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels; une ventilation pour chaque loi n'est pas pratique.

VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière informelle, habituellement sans passer par le Coordonnateur. Les requêtes, tant officielles qu'officieuses de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible.

INSTRUMENT DE DÉLÉGATION

Il n'y a aucun changement depuis le dernier rapport. Vous trouverez à l'annexe D, par poste, une liste des cadres auxquels la Ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi. Ceci tient compte de la réorganisation ministérielle et de la nomination d'un nouveau ministre.

DIVULGATION EN VERTU DE L'ALINÉA 8(2)E)

Le Ministère a reçu cent quarante deux (142) demandes de divulgation en vertu de l'alinéa 8(2)e) de la Loi sur la protection des renseignements personnels de divers organismes fédéraux d'enquêtes. Le Ministère répond habituellement à ces demandes à condition qu'elles soient soumises par écrit et qu'elles satisfassent aux exigences.

USAGE ET DIVULGATION

Puisque le ministère des Affaires extérieures n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

VÉRIFICATIONS

En 1990-1991, le Commissaire à la protection de la vie privée a procédé à une vérification des fonds d'information personnels détenus par le Ministère et s'est généralement déclaré satisfait des pratiques en usage au Ministère. Des recommandations d'améliorations sont en cours de mise en oeuvre. On prévoit effectuer, en 1992-1993, une vérification des fonds de renseignements détenus dans certaines missions à l'étranger.

CAUSES PORTÉES DEVANT LES TRIBUNAUX

Une poursuite intentée par un particulier contre les Affaires extérieures concernant un refus de confirmer ou de nier une mesure touchant des renseignements personnels est en attente d'audience. Il s'agit là de la seule cause en instance.

ANNEXE A



Government of Canada / Gouvernement du Canada

REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Ministère des Affaires extérieures	Reporting period / Période visée par le rapport 910401 - 920331
---	--

Source →	Media / Médias 66	Academe / Secteur universitaire 5	Business / Secteur commerciale 303	Organization / Organisme 15	Public 66
----------	----------------------	--------------------------------------	---------------------------------------	--------------------------------	--------------

I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Recus pendant la période visée par le rapport	409
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	58
TOTAL	548
Completed during reporting period / Traités pendant la période visée par le rapport	456
Carried forward / Reprises	82

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	156	6. Unable to process / Traitement impossible	42
2. Disclosed in part / Communication partielle	179	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	41
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	6
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	14	TOTAL	456
5. Transferred / Transmission	17		

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 13 (1) (a)	32	S. Art. 16 (1) (a)	9	S. Art. 18 (b)	3	S. Art. 21 (1) (a)	50
(b)	5	(b)	-	(c)	-	(b)	31
(c)	-	(c)	8	(d)	4	(c)	7
(d)	-	(d)	-	S. Par. 19 (1)	114	(d)	5
S. A. 14	9	S. Par. 16 (2)	1	S. Art. 20 (1) (a)	6	S. A. 22	2
S. 15 (1) International rel. / Relations inter. A.	114	S. Par. 16 (3)	1	(b)	19	S. A. 23	6
Defence / Défense	-	S. A. 17	1	(c)	28	S. A. 24	-
Subversive activities / Activités subversives	-	S. Art. 18 (a)	3	(d)	7	S. A. 26	-

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 68 (a)	1	S. Art. 69 (1) (c)	7
(b)		(d)	3
(c)		(e)	6
S. Art. 69 (1) (a)	10	(f)	-
(b)	1	(g)	9

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	237
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	145
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	47
121 days or over / 121 jours ou plus	27

VI Extensions / Prorogations

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	9	4
Consultation	54	26
Third party / Tiers		
TOTAL	63	30

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français
	French to English / Du français à l'anglais

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	334
Examination / Examen de l'original	1
Copies and examination / Copies et examen	1

IX Fees / Frais

Net fees collected / Frais net perçus		
Application fees / Frais de demande	1795.	Preparation / Préparation
Reproduction	882.90	Computer processing / Traitement informatique
Searching / Recherche		TOTAL
		2677.90
Fees waived / Frais auxquels on renonce		No. of times / Nombre de fois
\$25.00 or under / 25.00\$ ou moins		\$
Over \$25.00 / De plus de 25.00\$		\$

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$284,537
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$223,100
TOTAL	\$507,637
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	6.0

* Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.



The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

En vertu de l'article 73 de la Loi sur l'accès à l'information, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 19 juin 1986.

ANNEXE

Poste

1. Sous-secrétaire d'état aux Affaires extérieures
2. Sous-ministre, Commerce extérieur
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale
4. Conseiller juridique du Ministère
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels

DATE: le 20 juillet 1992

ANNEXE C
REPORT ON THE PRIVACY ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Ministère des Affaires extérieures	Reporting period / Période visée par le rapport 910401 - 920331
------------------------------------	--

Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	83
Standing from previous period / Suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	91
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	84
Carried forward / Portées	7
Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées	
All disclosed / Communication totale	39
Disclosed in part / Communication partielle	21
Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	-
Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	1
Unable to process / Traitement impossible	14
Abandoned by applicant / Abandon de la demande	7
Transferred / Transmission	2
TOTAL	84

Exemptions invoked / Exceptions invoquées

18 (2)	
19 (1) (a)	5
(b)	
(c)	
(d)	
20	
21	9
22 (1) (a)	
(b)	
(c)	
22 (2)	
23 (a)	
(b)	
24	
25	
26	11
27	1
28	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69 (1) (a)	
(b)	
S. Art. 70 (1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	
121 days or over / 121 jours ou plus	

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	1	
Consultation	1	
Translation / Traduction		
TOTAL	2	

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	60
Examination / Examen de l'original	
Copies and examination / Copies et examen	

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	
Corrections made / Corrections effectuées	
Notation attached / Mention annexée	

X Costs / Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$284,537
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$223,100
TOTAL *	\$507,637
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	6.0

* Le total représente l'association des activités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.



The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 19 juin 1986.

ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-secrétaire d'état aux Affaires extérieures	Tous les articles
2. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
4. Conseiller juridique du Ministère	Tous les articles
5. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
6. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE: le 20 juillet 1992

0005

CAI
EA
A13
1992

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

ACCESS TO INFORMATION

AND PRIVACY

ANNUAL REPORT 1991-92

JUNE 1992

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
PREFACE	1
ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION	3
<u>PART I - ACCESS TO INFORMATION</u>	
Statistical Report	8
Reading Room	9
Formal/Informal Interface	10
Designation Order	10
Appeals to Federal Court	10
<u>PART II - PRIVACY</u>	
Statistical Report	12
Formal/Informal Interface	13
Designation Order	13
Disclosure under 8(2)(e)	13
Use and Disclosure	13
Audits	13
Court Cases	13
Annex A - Report on the Access to Information Act	
Annex B - Designation Order	
Annex C - Report on the Privacy Act	
Annex D - Designation Order	

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

NOV 24 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

P R E F A C E

RESPONSIBILITIES

The Department of External Affairs has the primary responsibility for the promotion and protection of Canada's interests abroad and the conduct of Canada's relations with other countries. Its main functions are: to ensure the effective representation of Canada in other countries and in international organizations through close contact, communication and negotiation with other governments and organizations; to evaluate information about political, economic and other developments likely to affect Canada's interests; to give advice to the government, often in consultation with other departments, on the formulation and implementation of policies and programs with international dimensions; to ensure the co-ordination of the external aspects and application of national policies for export trade promotion, defence and security, development assistance, immigration, and cultural and scientific exchanges; to reflect to peoples abroad the bilingual and multi-cultural character of Canadian society; and to provide protection and assistance to Canadian citizens abroad.

ORGANIZATION AND IMPLEMENTATION

The Senior Advisor and Coordinator, Access to Information and Privacy (ATIP), has been designated with full authority to exercise the powers of the Access and Privacy Acts. The Coordinator's Office is responsible for the development, coordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the Department of External Affairs' compliance with the Access to Information Act and the Privacy Act. The Office serves as the Department's point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research. It is responsible for the screening of inactive departmental files prior to their transfer to the National Archives. The Coordinator reports to the Legal Advisor. The Deputy Minister for International Trade and the Assistant Deputy Minister for International Affairs are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) (personal benefit) of the Privacy Act.

The ATIP Office has a complement of three officers and three support staff, all of whom are dedicated to Access/Privacy and related functions on a full-time basis. Budgetary restraints and downsizing of the department has not allowed additional resources to be provided to the ATIP function despite the continuing growth in requests. All requests to the Department of External Affairs under the Access to Information and Privacy Acts submitted within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the Office of the Coordinator in Ottawa.

The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign governments. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of External Affairs in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The Coordinator's Office is responsible for consultations with foreign governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad. Requests by foreign governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents are also processed by the Office. The Department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information in confidence from companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before disclosing any records.

CASE LOAD

In FY 1991-92, the Department received 490 requests under the Access Act, and 83 Privacy requests, or a total case load of 573 formal requests for information. This was an unprecedented increase of almost 60 per cent over the past year. The Coordinator also processed 354 consultations from other government departments and 142 requests for personal information under Section 8(2)(e) of the Privacy Act.

COMPLAINTS

There were 28 complaints investigations by the respective Commissioner's Offices in 1991-92. Ten complaints are still under investigation. Of the completed investigations, 10 were found to be without justification. The eight "well-founded" complaints were for late or delayed responses.

OTHER RESPONSIBILITIES

In addition to the management of Access and Privacy requests, the Coordinator's Office provides advice and guidance to departmental units on compliance with the legislation. The briefing program on Access to Information and Privacy was continued with specific direction towards new Heads of Mission, new directors at headquarters, personnel assignment officers and immigration and consular program officers, as well as training programs and units seeking such guidance. Close liaison is maintained with the Media Relations Office to ensure release of information is in compliance with the legislation.

The Coordinator is represented on the Steering Committees for the development and implementation of INFONNEL, a comprehensive integrated personnel database, and on the Interdepartmental Committee for Management of Government Information Holdings (MGIH), the government-wide program to integrate information collection and use functions. The Coordinator is the departmental point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research, (although the function is carried out in the Communications Branch).

The Department reports new requests on a daily basis to the Coordination of Access to Information Requests (CAIR) system and consults it to stay abreast of the range of requests being processed across government. The Department contributes to the planned augmentation of the system through participation in interdepartmental consultations. The Coordinator is a member of the Access and Privacy Advisory Committee and participates in various subgroups.

The Coordinator's Office is responsible for screening records for transfer to the National Archives. The Coordinator directs a team of retired senior foreign service officers who review records and determine whether they may be opened for public examination. This is a unique program among government institutions that has helped to provide access to researchers to greater volumes of information affecting Canada's conduct of international relations. This past year, the screeners commenced the review of records from 1963 to approximately 1973 and, in certain instances, more recent.

PART I - ACCESS TO INFORMATION

STATISTICAL REPORT - INTERPRETATION/EXPLANATION

During fiscal year 1991-92, the Department of External Affairs received 490 requests pursuant to the Access to Information Act. Fifty-eight requests were carried over from the previous reporting year. Of these 548 requests, 456 were completed during the period under review for a completion rate of 82 percent and 82 were carried forward. Fewer than 17 percent of the requests required extension of time for their completion and the majority of these were for consultations with other government institutions.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	156
Disclosed in part	179
Nothing disclosed (exempt)	14
Nothing disclosed (excluded)	01
Transferred	17
Unable to process	42
Abandoned	41
Treated informally	06
TOTAL COMPLETED	<u>456</u>

Requests in the "abandoned" category generally relate to no application or other fee being paid. The statistical reports do not reflect the time-consuming activities related to the processing of consultation requests, responding to informal requests or advising departmental units on compliance with the Act on specific matters. The Department received 354 consultations from other departments.

Approximately 50 per cent of the 1991-92 Access and Privacy requests are for visa applicant files held at posts abroad. These are submitted by lawyers on behalf of the applicants who usually do not have status being neither Canadian citizens nor residents in Canada. Given that records need to be retrieved from abroad, these requests normally take longer than 30 days but the majority of requestors understand the process and waive the right to complain. The other requests have ranged from current reporting from embassies on events such as the attempted coup in Moscow in 1991, the costs of participation in

international conferences; for audit reports on departmental activities; or for records on events of historical significance such as the October crisis of 1970.

In terms of percentages, the breakdown of requestors is not clearly indicative of end users. A good percentage of "Business" requestors are lawyers acting on behalf of individuals, and the "Public" category may contain any of the other four categories if no appropriate identification has been provided.

Media	66
Academic	05
Business	303
Organization	15
Public	66

The costs have been limited to salary and operations for the operation of the Coordinator's Office and is a total figure for Access and Privacy. The attempt to estimate the overall cost to the Department is elusive, particularly when the real cost is time and effort diverted from substantive responsibility of departmental units.

Please refer to Annex A for the complete statistical report.

READING ROOM

A reading room is available in the public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals are available for review by members of the public. During the year, a minimum number of individuals opt to visit the reading room to examine releasable material rather than pay the related photocopying fees.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

Since the Act is intended to complement, rather than replace, existing procedures for access to government information, informal requests can be addressed to the ATIP Office, as well as to bureaux within the Department, the Media Relations Office, the Library or to missions abroad.

Formal requests are processed only by the ATIP Office. The Departmental Coordinator for Access to Information and Privacy also devotes considerable time to consultation with the Media Relations Office and the program bureaux concerned to ensure that their replies to enquiries are consistent with the requirements of both Acts.

DESIGNATION ORDER

The designation order has been amended to take into account organizational changes in the departure and the appointment of the new Minister. Attached as Annex B is the current list of officials, by title, who have been designated by the Secretary of State for External Affairs to exercise powers under the Act.

APPEALS TO FEDERAL COURT

There are no outstanding appeals to the Federal Court.

PART II - P R I V A C Y

STATISTICAL REPORT - INTERPRETATION/EXPLANATION

During the period under review, 83 Privacy requests were received by the Department. Eight requests were carried over from the previous reporting year. Of these 91, 84 (76%) were completed during the reporting year, and processed as follows:

All disclosed	39
Disclosed in part	21
Nothing disclosed (exempt)	01
Unable to process	14
Abandoned	07
Transferred	<u>02</u>
TOTAL COMPLETED	84

Fifty-five percent of the completed requests were answered within 30 days, another 24 took up to 60 days, while five exceeded the 60-day limit.

As Senior Advisor on Privacy for the Department, the Coordinator regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files and personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulating experience are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the Privacy Act and the Coordinator's Office is consulted with increasing frequency by departmental units at home and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the Department's information banks are also handled in the Coordinator's Office.

Expenses generally relate to personnel costs. The declared costs figure of \$507,637. given in Annex C is the combined salary and operations cost for the Office of the Access and Privacy Coordinator; a breakdown for each Act is not practical.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

There is no change since last year's report. Employees of the Department continue to be able to access personnel files on an informal basis usually without recourse to the Coordinator. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible formally and informally.

DESIGNATION ORDER

There is no change since the last report. Attached as Annex D is the current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the Act. This takes into account departmental changes and the appointment of a new Minister.

DISCLOSURES UNDER 8(2)(E)

One hundred and forty-two (142) requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the Privacy Act were received by the Department from federal investigative bodies. Such requests are ordinarily complied with provided they are submitted in writing and meet the necessary requirements.

USE AND DISCLOSURE

As the Department of External Affairs controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.

AUDITS

The Office of the Privacy Commissioner conducted an audit of personal information holdings of the Department in 1990-91 and generally was satisfied with the Department's practices. Recommendations for improvements are being implemented. An audit of holdings at selected posts abroad is projected for FY 92-93.

COURT CASES

A suit by an individual against External Affairs concerning a refusal to confirm or deny an action involving personal information is awaiting a hearing. This is the only outstanding case.

ANNEX A
REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Institution Department of External Affairs	Reporting period / Période visée par le rapport 910401 - 920331
--	---

Source →	Media / Médias 66	Academia / Secteur universitaire 5	Business / Secteur commerciale 303	Organization / Organisme 15	Public 66
----------	-----------------------------	--	--	---------------------------------------	---------------------

I Requests under the Access to Information Act
Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period / Reçus pendant la période visée par le rapport	420
Outstanding from previous period / En suspens de la période antérieure	58
TOTAL	548
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	456
Carried forward / Reportées	82

II Disposition of requests completed
Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	156	6. Unable to process / Traitement impossible	42
2. Disclosed in part / Communication partielle	179	7. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	41
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally / Traitement non officiel	6
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	14	TOTAL	456
5. Transferred / Transmission	17		

III Exemptions invoked
Exceptions invoquées

S. Art. 13 (1) (a)	32	S. Art. 16 (1) (a)	9	S. Art. 16 (b)	3	S. Art. 21 (1) (a)	50
(b)	5	(b)	-	(c)	-	(b)	31
(c)	-	(c)	8	(d)	4	(c)	7
(d)	-	(d)	-	S. Par. 19 (1)	114	(d)	5
S. A. 14	9	S. Par. 16 (2)	1	S. Art. 20 (1) (a)	6	S. A. 22	2
S. 15 (1) International rel. / Relations inter.	114	S. Par. 16 (3)	1	(b)	19	S. A. 23	6
Defence / Défense	-	S. A. 17	1	(c)	28	S. A. 24	-
Subversive activities / Activités subversives	-	S. Art. 18 (a)	3	(d)	7	S. A. 26	-

IV Exclusions cited
Exclusions citées

S. Art. 68 (a)	1	S. Art. 69 (1) (c)	7
(b)		(d)	3
(c)		(e)	6
S. Art. 69 (1) (a)	10	(f)	-
(b)	1	(g)	9

V Completion time
Déla de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	237
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	145
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	47
121 days or over / 121 jours ou plus	27

VI Extensions
Prorogations

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Searching / Recherche	9	4
Consultation	54	26
Third party / Tiers		
TOTAL	63	30

VII Translations
Traductions

Translations requested / Traductions demandées		
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	
	French to English / Du français à l'anglais	

VIII Method of access
Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	334
Examination / Examen de l'original	1
Copies and examination / Copies et examen	1

IX Fees
Frais

Net fees collected / Frais net perçus		
Application fees / Frais de demande	1795.	Preparation / Préparation
Reproduction	882.90	Computer processing / Traitement informatique
Searching / Recherche		TOTAL
		2677.90
Fees waived / Frais auxquels on renonce		
\$25.00 or under / 25.00\$ ou moins	No. of times / Nombre de fois	\$
Over \$25.00 / De plus de 25.00\$		\$

X Costs
Coûts

Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitement	\$284,537
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$223,100
TOTAL	\$507,637
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	6.0

*Combined figures for Access and Privacy activities

The Secretary of State for External Affairs



Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Access to Information Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Access to Information Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the Act. This designation replaces the designation dated June 19, 1986.

SCHEDULE

Position

1. Under-Secretary of State for External Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs
4. Legal Advisor
5. Coordinator for Access to Information and Privacy

DATE: July 20, 1992

A handwritten signature in cursive script that reads 'Barbara McDougall'.



REPORT ON THE PRIVACY ACT / RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Department of External Affairs	Reporting period / Période visée par le rapport 910401 - 920331
---	--

I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	83
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	8
TOTAL	91
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	84
Carried forward / Reportées	7

II Disposition of requests completed / Dispositions prises à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	39
2. Disclosed in part / Communication partielle	21
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	-
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	1
5. Unable to process / Traitement impossible	14
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	7
7. Transferred / Transmission	2
TOTAL	84

III Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Par. 18 (2)	
S. Art. 19 (1) (a)	5
(b)	
(c)	
(d)	
S. Art. 20	
S. Art. 21	9
S. Art. 22 (1) (a)	
(b)	
(c)	
S. Par. 22 (2)	
S. Art. 23 (a)	
(b)	
S. Art. 24	
S. Art. 25	
S. Art. 26	11
S. Art. 27	1
S. Art. 28	

IV Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69 (1) (a)	
(b)	
S. Art. 70 (1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

V Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	55
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	24
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	4
121 days or over / 121 jours ou plus	1

VI Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	1	
Consultation	1	
Translation / Traduction		
TOTAL	2	

VII Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	
Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français
	French to English / Du français à l'anglais

VIII Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	60
Examination / Examen de l'original	
Copies and examination / Copies et examen	

IX Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	
Corrections made / Corrections effectuées	
Notation attached / Mention annexée	

X Costs / Coûts

	Financial (all reasons) / Financiers (raisons)
Salary / Traitement	\$284,537
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$223,100
TOTAL *	\$507,637
Person year utilization (all reasons) / Année-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Année-personnes (nombre décimal)	6.0

* Combined figures for Access and Privacy activities.



The Secretary of State for External Affairs

Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated June 19, 1986.

SCHEDULE

	<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1.	Under-Secretary of State for External Affairs	All sections
2.	Deputy Minister for International Trade	All sections
3.	Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
4.	Legal Advisor	All sections
5.	Coordinator for Access to Information and Privacy	All sections
6.	Heads of post or mission	Paragraph 8(2) (m)

Barbara McDougall

DATE: July 20, 1992

